

Avis voté en plénière du 20 juin 2018

La réforme des fonds structurels européens

Déclaration du groupe des Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse

À la question « *l'UE subventionne, via les fonds européens, un certain nombre d'actions et de projets dans les pays membres. Avez-vous déjà entendu parler de ces fonds européens ?* », 24 % des Français.e.s interrogé.e.s répondent « non » et ceux qui répondent « oui » disent ne pas savoir vraiment de quoi il s'agit. Ce sondage met en avant notre connaissance des fonds européens, qui est proche de 0. Pourtant, ces fonds financent chaque jour des projets aussi divers et concrets que des lignes de train, la réhabilitation de bâtiments ou encore des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle. L'UE est donc un financeur invisible, elle est insuffisamment mise en avant dans les projets pour lesquels elle est largement contributrice. Le déficit de communication à destination du grand public est un des enjeux, et il nous paraît important de le mentionner, dans un contexte de remise en cause du projet européen et à moins d'un an des élections européennes. Nous soutenons donc la préconisation relative à la communication de ces fonds et à leur utilisation.

Mais cet avis traite d'autres questions et notre groupe souhaite s'arrêter sur deux éléments : à quoi doivent servir les FESI ? Et comment répartir ces fonds ?

À quoi doivent servir les FESI ? Aux projets concrets et locaux, soit. Mais ils doivent avant tout être un outil de solidarité et de cohésion entre les territoires. L'enjeu majeur des FESI est de dépasser les intérêts nationaux pour questionner le projet européen, l'alimenter, le renforcer. Les FESI doivent permettre de faire émerger l'Europe de demain, à travers les projets dans lesquels l'UE doit investir.

Et investir pour l'Europe, c'est évidemment investir en faveur de sa jeunesse, dans leur présent et dans leur avenir. Comme le rappelle le Forum européen de la Jeunesse, « *Il s'agit d'un investissement en faveur du bien-être de nos sociétés : en incluant et en responsabilisant les jeunes, en luttant contre l'exclusion sociale et économique, et en faisant d'un monde plus durable une réalité* ».

L'Europe investit dans sa jeunesse, mais trop peu. Elle consacre 40 % de son budget aux FESI, mais seulement une petite partie de ces fonds est consacrée véritablement à la jeunesse. C'est par exemple l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes, l'IEJ qui ne représente que 2 % des FESI, soit 8,9 Milliards d'euros alors qu'il devrait bénéficier de 23 milliards. Et les perspectives du prochain cadre financier pluriannuel ne sont pas bonnes puisqu'elles viennent faire baisser ce montant. En effet, la volonté de rassembler les fonds au sein d'un FSE+, dans un programme à multiples objectifs, a pour conséquences une réduction de la part consacrée à la politique de cohésion et pourrait favoriser certains objectifs au détriment d'autres. Nous soutenons donc la préconisation qui vise à sanctuariser l'IEJ.

Investir dans la jeunesse, c'est plus qu'investir dans l'emploi, c'est aussi investir dans la mobilité. Mais les ressources dédiées sont là aussi insuffisantes. On pense alors directement à Erasmus + qui

est l'une des réussites de l'UE. Cependant son budget devrait être multiplié par dix pour accéder réellement à son potentiel. Or, la Commission Européenne propose de le multiplier seulement par 2.

Investir pour la jeunesse, ce n'est pas qu'une question de montant. Encore faut-il que ces fonds soient accessibles. Il faut donc agir sur l'administration des fonds pour qu'ils ne soient pas tournés uniquement vers des grosses structures. Les organisations de jeunesse ou les structures de jeunes qui se lancent dans des projets de développement économique doivent pouvoir être actrices de cette Europe que nous appelons de nos vœux, et profiter de ces fonds. Nous soutenons les préconisations visant à mieux accompagner les porteurs et porteuses de projet.

Le groupe a voté cet avis